

Avant-propos

Les partis politiques constituent les institutions politiques qui suscitent la défiance la plus forte des Français. Selon les baromètres du CEVIPOF, 85 % des Français ne leur font pas confiance. Dans la perception dominante, les partis servent essentiellement les ambitions de leurs dirigeants ; les « appareils » partisans, repliés sur leurs jeux et enjeux propres, sont dominés quasi exclusivement par des enjeux de pouvoir et ils cultivent des oppositions stériles ou artificielles. Le discrédit sans précédent des professionnels de la politique rejaille sur les partis qui sont un des rouages d'une démocratie représentative et d'un système électoral à la légitimité de plus en plus contestée. La critique des partis politiques n'est pas nouvelle, mais elle s'est radicalisée. Elle est désormais portée par les partis politiques eux-mêmes qui depuis des années cherchent à se « rénover », se « refonder », « dépasser » leurs « logiques d'appareil ». De nouveaux mouvements, qualifiés souvent de « populistes » notamment, émergent en refusant de se présenter comme des partis. Mais il s'agit bien de « partis » sur le plan juridique et politique (ils participent au jeu électoral et touchent des subventions publiques). Il est difficile d'imaginer la démocratie représentative sans les partis. La situation des partis politiques est de fait paradoxale. Leur place dans le système politique s'est à la fois effritée et renforcée. Ils se sont évidés, mais leur position est confortée. De moins en moins ancrés dans la société et assis sur des bases militantes peu représentatives, les partis ne sont plus des médiateurs d'intérêts sociaux autour desquels s'organise le débat public. Pourtant, leur position dans le jeu politique et surtout électoral demeure centrale. Ils constituent le principal opérateur de professionnalisation politique. Le jeu parlementaire (et les coalitions qui en sont souvent au principe) est structuré par les partis. L'investiture partisane constitue, à tous les niveaux institutionnels, un sésame indispensable

pour entrer en politique et solliciter avec des chances de succès les suffrages des électeurs. Le financement public des partis politiques a sanctuarisé cette place institutionnelle des partis politiques devenus des « agences semi-publiques » de la démocratie électorale.

L'analyse des partis, objet canonique, constitue un des sous-champs les plus dynamiques de la science politique qui prend en compte ce phénomène en recomposition permanente en forgeant de nouvelles notions et de nouveaux concepts. L'ouvrage tente de clarifier cet outillage théorique foisonnant. Il revient sur les divers types de partis construits par la recherche. Les partis politiques eux-mêmes ont suscité un langage propre, des univers discursifs, des mots totems ou valises, des expressions rituelles ou consacrées. L'abécédaire propose à la fois d'explorer les notions les plus centrales de l'analyse des partis, les thèmes et catégories d'acteurs qui structurent les activités partisans et leurs fonctions, les évolutions du phénomène partisan et les mots « indigènes » propres aux organisations politiques. L'ouvrage traite principalement des démocraties représentatives européennes.